

# Renforcer l'audiovisuel public ne se fera pas avec des "fusions-suppressions"



Plusieurs centaines de journalistes des rédactions de l'audiovisuel public, engagés dans les sections syndicales SNJ de France Télévisions, Radio France, TV5Monde, France Médias Monde et Arte, s'opposent aux projets de "réunion, holding ou fusion" souhaités par le gouvernement pour leurs entreprises. Dans une [tribune](#) publiée ce 16 avril 2024 par "Libération", ils dénoncent les "rapprochements" envisagés, qui risquent de menacer à la fois les effectifs de l'audiovisuel public et la diversité de ses rédactions.

À peine nommée, la ministre de la Culture a choisi de frapper vite et fort sur l'audiovisuel public. Sans concertation préalable, Rachida Dati présente un calendrier resserré pour imposer une "gouvernance unique" à partir de janvier 2025.

Fusion, holding, rapprochements ? Jonglant avec ces scénarios réunis sous la bannière floue de "BBC à la française", la nouvelle ministre veut coupler ce Meccano structurel avec la question du financement, toujours en suspens après la suppression de la "redevance" (CAP, contribution à l'audiovisuel public).

Cette réforme est inspirée par un groupe de députés et sénateurs, qui viennent d'ailleurs de résumer leur projet dans un texte cosigné le 24 mars par Quentin Bataillon (Renaissance) et Laurent Lafon (Union Centriste), intitulé "*L'heure est venue de réformer l'audiovisuel public*". Sous couvert de créer "un audiovisuel public puissant", on comprend sans difficulté que ces parlementaires sont surtout soucieux de réductions budgétaires et de coupes dans les recettes publicitaires au profit des médias privés. Paradoxalement, leur rêve de holding pourrait surtout créer une strate hiérarchique supplémentaire, nécessitant de nouveaux postes de direction qu'il faudra bien compenser par la destruction d'autres emplois, opérationnels ceux-là, dans des services affectés aux antennes qui sont déjà "à l'os".

Ne nous y trompons pas : derrière les marques d'affection de Rachida Dati pour l'audiovisuel public, le projet est bien un affaiblissement, une réduction de voilure, une attaque contre ses missions. Des missions que nous défendrons avec détermination. À commencer par la mise à disposition du public d'une information intègre, diverse et fiable, marque de fabrique reconnue des différentes antennes publiques. Une diversité, un pluralisme indispensable dans le paysage audiovisuel français. C'est donc l'un des fondements de notre démocratie qui est menacé, dans un secteur des médias largement confisqué par quelques milliardaires n'hésitant pas à intervenir directement dans la vie des titres et chaînes qu'ils ont choisi de racheter.



Les rédactions de l'audiovisuel public sont diverses : leurs histoires, leurs gouvernances, leurs fonctionnements, leurs périmètres de diffusion sont différents. Mais tous ces journalistes sont attachés avec force à l'indépendance et à la pluralité des antennes du service public. Hors de question de revivre les affres de l'ORTF. Hors de question d'accepter la fusion des rédactions, la suppression des emplois, au nom d'une figure fantasmatique, celle du "journaliste multi-tâches" capable de tout faire en même temps, télé, radio, web et réseaux sociaux. On nage en plein déni de réalité, alors que ces médias demandent des compétences spécifiques, et que les journalistes ont besoin de temps et de moyens pour offrir au public une information de qualité, fiable et sourcée.

Le Syndicat national des journalistes, qui a demandé audience à la ministre de la Culture (sans réponse depuis le 14 mars), revendique plus que jamais un financement pérenne pour l'audiovisuel public, indépendant du pouvoir politique, et préservé des pressions budgétaires venues des ministères de "tutelle". Cela passe par une taxe affectée, qui permette à chacune de ses entreprises de réussir ses missions, sereinement et en toute indépendance.

Si le gouvernement veut sincèrement renforcer l'audiovisuel public, qu'il abandonne ses projets technocratiques de "fusions-suppressions", et qu'il s'adresse d'abord à celles et ceux qui font vivre ses antennes au quotidien. Eux défendent un audiovisuel public renforcé, indépendant et multiple. Écoutez-les !

**Signataires** : Anne Guillé, Raoul Advocat (délégués SNJ France Télévisions), Marie-Laurence Dalle, Matthieu Darriet et Guillaume Gaven (délégués SNJ Radio France), Antoine Delpierre (délégué SNJ TV5Monde), Evelyne Herber (déléguée SNJ Arte), Raphaël Moran (délégué SNJ France Médias Monde).